

écologique”, écrit-il dans un article sur The Conversation. À La Libre, il précise: “Il est tout à fait possible d’intégrer certains projets de data centers dans des réseaux préexistants ou en développement: ils participeraient ainsi à la mise en commun et à la réutilisation des ressources que sont la chaleur, l’eau et l’électricité”. Selon lui, “le data center doit cesser d’être seulement un consommateur de ressources pour devenir aussi un fournisseur d’eau réutilisable et de chaleur au territoire”. Encore faut-il les implanter là où leur chaleur, leur eau ou leur énergie pourront réellement être réutilisées.

Exemples de réussite

Il existe des exemples d’intégration réussis: à Saint-Denis, la chaleur du data center PA10 d’Equinox chauffe en partie le Centre aquatique olympique des Jeux de Paris 2024. Récupérée à 28°C, puis portée à température par des pompes à chaleur, elle alimente le réseau urbain: 10 800 MWh valorisés chaque année et, selon Engie, 1 800 tonnes de CO évitées. À Bailly-Romainvilliers (Seine-et-Marne), le centre aquatique est, lui aussi, chauffé à 80 % grâce à un data center voisin.

À Marseille, Intexion utilise pour refroidir ses centres de données l’eau souterraine, à environ 15°C, d’une ancienne galerie qui servait à évacuer vers le port les eaux des mines de Gardanne. Ce système de “River Cooling” permet de refroidir naturellement les serveurs sans prélever d’eau potable.

À Marcoussis (Essonne), Data4 et l’Université Paris-Saclay ont installé en 2025 un démonstrateur

utilisant la chaleur d’un data center pour cultiver des microalgues, ensuite valorisables en bioproduits et, potentiellement, en bioénergie.

Réutiliser plutôt que rejeter

“Il faut trouver des solutions pour intégrer les data centers dans une économie circulaire, poursuit Michel Robert. L’eau qui sert à les refroidir n’est pas polluée: elle pourrait donc être réutilisée. Un data center pourrait être implanté à proximité d’une station d’épuration afin d’utiliser les eaux usées traitées pour refroidir les serveurs informatiques et valoriser la chaleur fatale rejetée, comme en Suisse le projet Infomaniak. Certains pourraient aussi être alimentés exclusivement par des énergies renouvelables, à l’image du projet Green Data Center Igoudar envisagé au Maroc.”

Ces solutions ne sont toutefois pas transposables partout. La récupération de chaleur suppose la présence, à proximité, d’un réseau ou d’un consommateur capable de l’utiliser.

D’où l’importance de penser l’implantation du data center en même temps que les besoins du territoire.

Et récupérer la chaleur ou économiser l’eau suffira-t-il à faire disparaître les oppositions? Pas sûr. Les conflits autour des data centers ne portent pas seulement sur leurs impacts environnementaux: ils interrogent aussi leur taille, le choix des sites et la capacité des habitants à peser sur des projets qui transforment leur territoire. L’économie circulaire peut réduire leur empreinte. Elle ne remplacera pas le débat local.



Michel Robert
Professeur à l’Université de Montpellier (Polytech)

“La mobilisation citoyenne monte en puissance. Les nouveaux projets ont changé d’échelle”

Jean-François Dupont est administrateur de France Nature Environnement, une fédération d’associations de protection de la nature et de l’environnement engagée dans les mobilisations contre plusieurs projets de data centers.

Comment s’organise la contestation en France?

La mobilisation citoyenne monte en puissance progressivement et commence à se structurer. Je pense qu’elle va bientôt prendre des proportions plus importantes, comme aux États-Unis. Avec les nouveaux projets, on a clairement changé d’échelle. À Fouju, en Seine-et-Marne, est, par exemple, prévu un campus dédié à l’IA de 50 milliards d’euros, présenté comme le plus important d’Europe. Il prévoit onze bâtiments de data centers de vingt mètres de haut sur 90 hectares. Depuis 2025, les projets de méga-data centers s’accroissent et, sur le terrain, une partie de la population conteste ce développement à marche forcée. Des collectifs locaux se constituent désormais. Ils rassemblent des riverains, des associations environnementales mais aussi parfois des agriculteurs et des élus locaux.

Justement, comment les élus locaux réagissent-ils lorsque leur territoire est choisi pour accueillir un data center?

Les réactions sont très variables. Dans l’Indre, la maire et les adjoints d’Étrechet ont démissionné

pour protester contre un projet de data center de Google. Ils évoquent un sentiment d’impuissance alors que la commune n’a aucun pouvoir décisionnel sur le projet. À l’inverse, certains élus locaux soutiennent activement ces projets en raison des retombées économiques et fiscales attendues, comme à Fouju. Du côté des parlementaires, la prise de conscience des enjeux ne fait que commencer. Notre rôle est aussi de les sensibiliser. La question des data centers et de l’intelligence artificielle s’impose progressivement dans le débat politique et devrait occuper une place importante lors de la prochaine campagne présidentielle.



Jean-François Dupont
France Nature Environnement

Ces mobilisations obtiennent-elles déjà des résultats?

Oui. Dans la Drôme, le collectif Assez DataCenters a contesté le projet de data center de Rovaltain notamment en dénonçant l’absence

d’étude d’impact environnemental. En juillet, le tribunal administratif de Grenoble a suspendu le permis de construire. Des pétitions ont été lancées pour un moratoire sur les nouveaux data centers et pour une convention citoyenne sur l’intelligence artificielle. Si elles recueillent 150 000 signatures dans un délai d’un an et sont déclarées recevables, le Cese (Conseil économique, social et environnemental, NdLR) devra se prononcer sur les questions soulevées.

L. de C., en France

“Une baignoire de pluie par m²”

Météo En France, la chaleur de la Méditerranée entraîne des trombes d’eau dans le Gard.

Rivières en crue, routes inondées, trains supprimés... Des trombes d’eau s’abattaient mercredi sur les départements du Gard et de l’Hérault, placés en vigilance rouge “pluie-inondation”. Météo-France prévoyait un épisode méditerranéen “exceptionnel”. Les épisodes méditerranéens, fortes précipitations sur une durée de moins de 24 heures, sont liés à des remontées d’air chaud, humide et instable venant de la Méditerranée. Générant des orages violents parfois stationnaires, ces phénomènes se produisent entre septembre et décembre, lorsque la mer est encore chaude, ce qui favorise une forte évaporation. La température actuelle de la mer est un facteur aggravant pour ces épisodes méditerranéens. Après un été historiquement chaud et un mois de septembre marqué par des températures élevées, la Méditerranée connaît actuellement “des excédents de températures de 2 à 5 degrés”, relève Christelle Robert, prévisionniste.

Vagues dangereuses

Dans le Gard, les établissements scolaires ont été fermés tandis que la préfecture de l’Hérault a fermé ceux situés dans huit secteurs critiques en recommandant aux parents de “garder les enfants à domicile”. La ville de Montpellier, qui a remis ses bus et ses tramways dans les dépôts, a ouvert deux gymnases pour mettre éventuellement à l’abri des personnes vulnérables. Le département des Bouches-du-Rhône est pour sa part placé en vigilance orange pluie-inondation jusqu’à jeudi midi.

Dans le Gard, des cours d’eau comme Le Vidourle et des sections du Gardon étaient mercredi en crue. Quelque 200 mm d’eau en une heure sont tombés sur le bassin du Vigan, dans les Cévennes, soit l’équivalent “d’une baignoire par mètre carré”, a décrit la préfète du Gard. De “fortes précipitations” ont aussi touché l’est et le nord de l’Hérault, avec près de 210 mm cumulés en 24 heures sur l’arrière-pays. Un avis de vagues dangereuses est en outre en vigueur toute la journée sur le littoral du département, avec des hauteurs de houle jusqu’à deux mètres. Le Lez, fleuve côtier, a en outre été placé en vigilance rouge crues. (D’après AFP)